

# VEILLE SECTORIELLE Allemagne

Une publication du SER de Berlin  
N°3 – mars 2025

## Sommaire

### Le chiffre du mois

#### Transition Ecologique & Energétique

1. Révision constitutionnelle du cadre budgétaire et neutralité climatique d'ici 2045
2. Hydrogène : Premier versement depuis le compte d'amortissement

### Transports

1. Conflit social des transports berlinois : lancement d'une médiation après l'échec des négociations collectives

### Entreprises & International

1. Ouverture de la Foire d'Hanovre 2025
2. Les annonces américaines de droits de douane additionnels dans plusieurs secteurs suscitent de vives inquiétudes en Allemagne
3. Les entreprises familiales allemandes face au dilemme de la défense

### Numérique & Innovation

1. La startup bavaroise Isar Aerospace lance sa première fusée

\_Toc194670339

## Le chiffre du mois

# 500 Mds€

C'est le plafond de dépenses autorisées sur 12 ans au titre du fonds spécial « infrastructure ». 100 Mds€ sont alloués au Fonds Climat et Transformation (KTF) et 100 Mds€ destinés aux Länder, dans le cadre de la réforme du cadre budgétaire constitutionnel, en exemption de la règle du « frein à la dette ».

## Transition Ecologique & Energétique

### 1. Révision constitutionnelle du cadre budgétaire et neutralité climatique d'ici 2045

Le Parlement allemand a adopté, le 22 mars, une réforme du cadre budgétaire constitutionnel. Cette révision apporte plusieurs modifications à la Loi fondamentale, (Constitution allemande), notamment la création d'un fonds spécial de 500 Mds€ sur 12 ans (dont 100 Mds€ fléchés vers le Fonds Climat et Transformation (KTF) et 100 Mds€ vers les Länder), en exemption du « frein à la dette », pour des investissements supplémentaires (1) en faveur des infrastructures et (2) contribuant à l'atteinte de la neutralité climatique d'ici 2045. Initialement opposés à la réforme, les Verts ont notamment obtenu de la CDU/CSU et du SPD un fléchage de 100 Mds€ pour des investissements liés à la protection du climat avec en prime la mention de l'objectif de neutralité climatique d'ici 2045 dans l'intitulé du fond. Actuellement, la neutralité climatique à l'horizon 2045 figure déjà dans la loi sur la protection du climat (KSG). Certains experts en droit de l'environnement ont ainsi fait valoir que l'objectif de neutralité climatique possède déjà une valeur constitutionnelle, rappelant le jugement rendu par la cour

constitutionnelle de Karlsruhe le 29 avril 2021, qui avait interprété l'accord de Paris pour fixer un budget carbone maximal pour l'Allemagne.

### 2. Hydrogène : Premier versement depuis le compte d'amortissement

Le 25 mars, le Ministère fédéral allemand de l'Économie et de la Protection du Climat (BMWK) a annoncé le premier versement depuis le compte d'amortissement aux exploitants du réseau hydrogène allemand. La banque KfW a ainsi versé 172 M€ sur ce compte jouant un rôle de prêteur. Ce compte d'amortissement a été mis en place afin d'échelonner dans le temps les coûts de développement du réseau hydrogène. Afin d'éviter que les tarifs d'utilisation des réseaux H<sub>2</sub> ne soient trop élevés au départ, les investissements initiaux étant importants et le nombre d'acheteurs sur lesquels les répercuter étant peu nombreux dans la phase initiale de développement du réseau, l'État plafonne ces tarifs dans un premier temps. Ainsi, « la différence entre les coûts d'investissement et les tarifs d'utilisation des réseaux plafonnés est provisoirement financée par le compte d'amortissement et sera compensée ultérieurement grâce à des recettes supplémentaires, lorsque davantage d'utilisateurs d'hydrogène sont raccordés au réseau. » Pour rappel, les premières conduites de transport d'hydrogène doivent être mises en service cette année. Selon le projet initial, le réseau H<sub>2</sub> (« Kernnetz ») s'étendra sur environ 9 040 km, comprenant environ 60% de conduites de gaz reconverties et 40% de nouvelles conduites. Un second versement aura lieu depuis le compte d'amortissement en mars 2026 (Source : [BMWK](#)).

## Transports

### 1. Conflit social des transports berlinois : lancement d'une médiation après l'échec des négociations collectives

La BVG, qui gère les transports en commun dans la capitale allemande (métro, bus et tramways), fait face à des mouvements sociaux depuis le début de l'année dans le cadre de la renégociation de l'accord collectif. Le syndicat Ver.di a lancé cinq grèves d'avertissement de 24 à 48 heures depuis le mois de janvier, paralysant ainsi le réseau de transport. La BVG et le syndicat Ver.di ne parviennent pas à trouver un accord sur les revalorisations salariales. Ver.di revendique une augmentation de 750 € par mois pour l'ensemble des 16 000 employés du groupe afin de compenser l'inflation des dernières années, ainsi que le versement d'un 13<sup>ème</sup> mois et une revalorisation des primes. La BVG a proposé une hausse progressive des salaires de 375€ sur deux ans, soit une augmentation de 13,6% par rapport à la situation actuelle, ainsi qu'une revalorisation des primes. Suite au rejet de cette proposition par Ver.di lors du sixième cycle des négociations, les deux parties ont constaté l'impasse dans laquelle se trouvait le dialogue social et ont entamé une procédure de médiation : le syndicat Ver.di y est représenté par l'ancien Ministre-président de Thuringe, Bodo Ramelow (Die Linke) et la BVG par Matthias Platzeck, ancien Ministre-Président du Brandebourg (SPD). Durant la procédure de médiation qui a lieu du 28 mars au 10 avril, aucune grève ne peut avoir lieu et les négociations entre la BVG et le syndicat reprendront une fois la proposition de médiation connue. Cependant, Ver.di a lancé une consultation auprès de ses adhérents : si plus de 75 % d'entre eux se prononcent contre la proposition de la BVG, une grève illimitée pourrait être déclenchée à la reprise des négociations.

## Entreprises & International

### 1. Ouverture de la Foire d'Hanovre 2025

La Foire de Hanovre 2025, plus grand salon industriel, s'ouvre dans un climat marqué par les tensions commerciales avec les États-Unis. L'industrie allemande craint l'impact des taxes à l'importation et la perte d'accès au marché américain, mais Olaf Scholz (chancelier sortant) s'est montré optimiste, affirmant que l'Union européenne dispose d'outils pour y répondre et que l'Allemagne avec les fonds dont elle se dote, pourra également renforcer sa souveraineté technologique via des partenariats. L'édition de cette année met un accent particulier sur l'intelligence artificielle et l'automatisation industrielle, avec plus de 4000 exposants, dont des géants comme Siemens, Bosch, Google, Microsoft, Schaeffler et Festo ainsi que des PME spécialisées. Les innovations présentées portent sur la fabrication intelligente, la robotique avancée et les technologies de simulation permettant d'optimiser les processus de production. Lors de la cérémonie d'ouverture, Roland Bush, le PDG de Siemens, insiste sur l'intégration de l'IA dans la chaîne de valeur industrielle, révolutionnant la conception des logiciels, la gestion des usines et la production automatisée. Il avertit sur le fait que l'industrie se trouve à un tournant critique, où seules les entreprises adoptant massivement l'IA et les écosystèmes technologiques intégrés resteront compétitives. Face à la montée du protectionnisme et aux coûts énergétiques élevés en Europe, les entreprises allemandes cherchent à diversifier leurs marchés et renforcer leur indépendance technologique. La nécessité de simplifier la réglementation et d'accélérer l'innovation est un point clé du débat pendant la foire et à l'aune d'un nouveau gouvernement al-

lemand, alors que la concurrence chinoise pèse de plus en plus sur le secteur manufacturier allemand et européen.

## **2. Les annonces américaines de droits de douane additionnels dans plusieurs secteurs suscitent de vives inquiétudes en Allemagne**

Le 12 mars, les droits de douane américains additionnels de 25% visant l'ensemble des importations d'acier, d'aluminium et produits dérivés sont entrés en vigueur. Quelques jours plus tard, le 26 mars, le président américain Donald Trump annonçait sa volonté d'imposer des droits de douane additionnels de 25 % sur l'ensemble des importations d'automobiles et pièces automobiles à compter du 3 avril – touchant le cœur même de l'industrie allemande. Ces annonces ont suscité de vives réactions de la part de la presse, des fédérations industrielles et des personnalités politiques. Les économistes s'attachent, quant à eux, à actualiser leurs analyses sur les répercussions économiques de ces annonces. Ainsi, selon le *Kiel Institute for World Economy* (IfW) et l'Institut de l'Économie Allemande (IWF), ces mesures impacteraient en premier lieu les États-Unis eux-mêmes. Selon une étude de l'IfW, l'impact des droits de douane relatifs à l'acier et l'aluminium sur l'économie de l'UE serait minime et se traduirait par une baisse du PIB réel de 0,02% (0,03% sur l'économie allemande). Par ailleurs, l'IfW a estimé à 0,18% sur l'année à venir la contraction du PIB allemand imputable aux droits de douane imposés par Trump au secteur automobile. En cas de réplique européenne et d'entrée en guerre commerciale, IfW et DIW (the German Institute for Economic Research) s'accordent pour estimer à 0,32% la contraction du PIB allemand. Côté fédérations industrielles, l'Association allemande de l'acier est particulièrement inquiète, indiquant que les droits de douane américains auront un impact négatif massif sur l'industrie de l'acier en Allemagne et dans l'UE. Les constructeurs automobiles (BMW, Volkswagen, Mercedes-Benz) ont, quant à eux, largement regretté l'annonce de D. Trump sur les

automobiles, estimant qu'elle ne « ferait que des perdants » et ont appelé à la poursuite des négociations avec l'administration américaine. Au niveau fédéral et du gouvernement sortant, la fermeté de la réponse à apporter à ces mesures diffère entre les Verts et le SPD. Le ministre de l'Économie et Vice-Chancelier, R. Habeck (Verts), appelle à plus de fermeté, alors que le ministre des finances, J. Kükies (SPD), et l'actuel chancelier, O. Scholz (SPD), prônent davantage le compromis et la négociation. Lors de la foire d'Hanovre, O. Scholz a tenu un discours en faveur de plus d'ouverture commerciale, appelant ainsi à « plus de libre-échange, plus de compétitivité, plus de souveraineté technologique ».

## **3. Les entreprises familiales allemandes face au dilemme de la défense**

A la suite du vote du fonds de 500 Mds alloués à la modernisation de l'économie qui serviront aussi au réarmement de la Bundeswehr, et après l'exclusion des dépenses de défense supérieures à 1% du PIB dans le calcul de la règle de frein à la dette, l'augmentation massive des dépenses de défense anticipées par les entreprises familiales allemandes suscite un dilemme moral et économique. Alors que certaines excluent catégoriquement toute implication dans l'armement, d'autres adoptent une approche plus pragmatique. Environ 10 à 15% des entreprises familiales, qui sont souvent des sous-traitants de l'industrie, refusent tout engagement dans la production de matériel militaire, un chiffre qui atteint 20 à 30% parmi celles ayant une histoire remontant à avant la Seconde Guerre mondiale. Certaines entreprises ont déjà pris clairement position, en inscrivant dans leur charte l'interdiction de produire des équipements à usage militaire, tandis que d'autres refusent toute transformation de pièces destinées à des armements. D'autres, en revanche, envisagent un engagement limité dans la défense, en se concentrant sur des technologies défensives.

# Numérique & Innovation

## 1. La startup bavaroise Isar Aerospace lance sa première fusée

Après sept ans de préparation, la startup a lancé sa première fusée, Spectrum, dimanche 30 mars depuis l'île norvégienne d'Andøya. Malgré le crash de la fusée 30 secondes après le décollage, l'entreprise considère ce vol d'essai comme un succès ayant permis la collecte des données précieuses pour la suite du développement de cette pépite européenne. Spectrum est la première fusée orbitale lancée en Europe occidentale, capable de mettre en orbite des satellites jusqu'à une tonne. Isar Aerospace vise à combler une lacune sur le marché des microlanceurs, offrant une alternative flexible aux grands lanceurs comme Ariane 6. La société a levé 400M d'euros et prévoit de produire 40 fusées par an. Bien que la date du prochain vol d'essai soit incertaine, Isar Aerospace a été félicitée par le Ministre fédéral de l'Economie démissionnaire Robert Habeck qui souligne que la startup « contribue de manière décisive à garantir l'accès indépendant de l'Europe à l'espace ».

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Claire THIRRIOT-KWANT

Rédactrices : Adèle BESSOULE, Ahlam EL AHMAR, Marin DUCLOS, Clara FUMEX, Stéphanie JALLET, Mathilde FLAMANT, Manuela SACCOMANO, Côme ZEGNA-RATA

Relecteurs : Willy BREDA, Bertrand LE TALLEC

Abonnez-vous : [berlin@dgtresor.gouv.fr](mailto:berlin@dgtresor.gouv.fr)